

L'impact de la crise économique sur les femmes dans l'Asie en développement*

Jayati Ghosh¹

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

Préambule

Cette série d'articles intitulée *L'impact de la crise sur les droits des femmes*, publiée par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), expose les perspectives sous-régionales sur les impacts de la crise économique actuelle sur les droits des femmes. Ces analyses ont été développées par des spécialistes et des activistes des droits des femmes afin de promouvoir des débats sur les décisions prises en réaction à cette crise. La série présente également des études en profondeur (une analyse interrégionale, une étude portant sur le nouveau scénario mondial, et une étude des réponses à la crise depuis une perspective féministe).

Cette série d'analyses constitue une ébauche qui a pour but de contribuer à l'identification des défis, des réactions potentielles et de faire des propositions depuis la perspective des droits des femmes. Ces articles se basent sur différentes réalités et impacts que la crise a dans diverses régions du monde. Les analyses ont également pour but de contribuer à promouvoir des réactions face à la crise qui prennent en compte l'égalité des genres et les droits des femmes et de promouvoir une transformation intégrale du système international afin qu'il soit plus inclusif et démocratique. Différentes régions soulèvent des préoccupations semblables, ce qui reflète des défis communs en ce qui concerne les droits des femmes de par le monde.

La crise actuelle est une crise systémique, composée de plusieurs crises enchevêtrées: la récession économique mondiale, la crise du changement climatique, la crise des prix des aliments, et la crise énergétique. Toutes ces composantes contribuent à augmenter la pauvreté

* Original en anglais.

¹ Professeur, Université Jawaharlal Nehru, Nouvelle Delhi jayati@jnu@gmail.com

et l'inégalité dans différentes parties du monde, sans oublier les impacts du VIH. D'autre part, les traditionnelles relations de pouvoir entre acteurs internationaux sont en plein changement, les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), ou « pays à revenu intermédiaire » assument la grande partie du pouvoir (le Brésil et la Chine sont devenus des créanciers des États-Unis, des investisseurs importants du Fonds Monétaire International et tous les deux détiennent l'une des plus importantes sources de réserve du monde). La situation actuelle, qui est le résultat d'un système capitaliste de libre marché agressif développé durant la dernière décennie, demande une remise en question des modèles de développement dominants ainsi que des solutions considérées alternatives.

La crise n'est pas nouvelle pour la plupart des pays en développement, ceux-ci ont dû faire face à des crises dans les années 70, 80, 90 et au début des années 2000. Par contre, la crise actuelle a atteint des proportions mondiales lorsqu'elle a affecté les économies hégémoniques et leur rôle à l'échelle mondiale. Elle a également mis en évidence l'interconnexion entre les diverses réalités auxquelles font face les pays au sein de la mondialisation.

La crise systémique impose un défi de taille aux gouvernements, aux donateurs et à tous les acteurs et actrices du développement ainsi qu'aux activistes et aux décideurs qui doivent réinventer le système à long terme et réduire les impacts négatifs à court et à moyen terme. C'est pourquoi, comme plusieurs le préconisent, la crise représente également une opportunité historique de faire preuve d'audace et de créativité pour ainsi tenter de réparer les torts qu'à causé le système néolibéral. Puisque la crise est maintenant le moteur qui influence de nombreux choix liés au développement (de la dimension locale à la globale), et qu'elle va déterminer les approches sur le développement durant les années à venir, le rôle des femmes et l'égalité des genres en tant qu'objectifs centraux ne doivent plus être négligés. Non seulement parce que les femmes sont parmi les plus lourdement touchées par les impacts de cette crise, mais également parce qu'elles constituent des acteurs clé du développement dans la plupart des communautés de la planète, par leur légitimité et parce qu'elles occupent une position vitale qui leur permet de proposer des approches efficaces dans le but d'atténuer les impacts de la crise, pour promouvoir le respect des droits humains, la soutenabilité environnementale et les engagements pour le développement au niveau mondial.

Pour la préparation à la Conférence de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (New York, du 24 au 26 juin 2009), le *Women's Working Group on Financing for Development* (WWG) a fait part des inquiétudes au sujet des impacts de la crise sur les droits des femmes², et a été très actif et engagé dans la promotion du rôle central de l'ONU en tant qu' institution légitime pour délibérer sur la crise depuis une approche multilatérale réellement inclusive.³

² Voir l'énoncé: *The G20 committed to save the global economy at the cost of women*, 17 novembre 2008, 11e forum international de AWID à [http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/(language)/eng-GB)

³ *Women's Working Group on Financing for Development*, énoncé provenant de la deuxième consultation des femmes tenue par WWG on FfD à New York du 24 au 26 avril 2009 à <http://www.awid.org/eng/About-AWID/AWID-News/A-call-for-structural-sustainable-gender-equitable-and-rights-based-responses-to-the-global-financial-and-economic-crisis>



Les solutions proposées par les mêmes acteurs qui ont causé la débâcle financière et économique sont inacceptables. Elles doivent être le résultat de processus où les gouvernements et la société civile puissent s'engager dans des dialogues enrichissants qui rendent la prise de décision plus adéquate aux besoins des personnes et plus respectueuse vis-à-vis des droits humains. La société civile et les gouvernements de tous les pays, dont ceux en développement, devraient être les acteurs centraux de ce processus de discussion sur la politique mondiale. Les espaces multilatéraux au sein de l'ONU sont les plus égalitaires et inclusifs du système international; ce sont aussi les seuls espaces de prise de décision qui assurent la participation des pays en développement et des acteurs provenant de la société civile.

Elles doivent s'appuyer sur des analyses qui permettent de déterminer l'influence des tendances sur les communautés et leur impact sur les femmes, ainsi que les différents territoires et groupes sociaux. Les réussites du développement social des deux dernières décennies, aussi limitées soient-elles sont actuellement en péril si l'essentiel des solutions face à la crise est uniquement porté sur la croissance de l'économie et un retour aux anciennes pratiques telles qu'on les connaît. C'est pourquoi les engagements face à la crise envers les droits des femmes et l'égalité des genres pris par les gouvernements et autres acteurs comme la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la plateforme d'action de Pékin en 1995 et les Objectifs du Millénaire pour le Développement doivent être remis en question.

C'est dans cet esprit que les auteurs des articles de cette série ont accepté le défi d'étudier les réponses aux questions suivantes:

- Considérant la diversité des situations dans lesquelles vivent les femmes, quels sont leurs principaux défis dans votre sous-région dans le contexte de la crise actuelle?
- Pouvez-vous identifier des actions concrètes ou initiatives (réactions à la crise) qui ont déjà connu des répercussions négatives et/ou positives sur la vie des femmes?
- Est-ce que les groupes de femmes de votre région font face à une discrimination croissante en lien direct ou indirect avec la crise financière?
- Si les mesures de stimulation n'incluent pas la perspective des droits humains et de l'égalité, existe-t-il des alternatives permettant de réformer ces mesures afin de les inclure?
- Si les gouvernements ou organismes régionaux n'ont toujours pas mis en place des mesures de stimulation ou des interventions concrètes face à la crise : quel sera selon vous l'impact de la non-confrontation de la crise à moyen terme au niveau national et régional?
- Quels sont les potentiels impacts prévus pour les femmes de votre région dans le contexte d'une récession mondiale? Quelles sont les plus grandes faiblesses de la région en rapport avec la crise économique?
- La Commission Stiglitz de l'ONU⁴ et le G-20 essaient d'identifier les initiatives internationales qui ont pour but de réduire l'impact de la crise sur le développement. Croyez-vous que ces initiatives mondiales prennent en considération les défis auxquels les femmes sont confrontées?
- Quelles sont les façons d'aider les femmes de votre région face à la crise?

⁴ Voir l'énoncé de *Women's Working Group on Financing for Development Statements* sur la Commission Stiglitz à [http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/(language)/eng-GB) et les recommandations Stiglitz à <http://www.un-ngls.org/spip.php?page=cfr>

L'analyse des réponses à la crise requiert une nouvelle compréhension du rôle de l'État et de comment ce nouveau rôle affecte les femmes, en particulier par le biais de l'actuelle crise de l'économie de soins, (en relation avec le rôle clé de reproduction que jouent les femmes soutenant ainsi le système économique actuel à leur propre péril), mais également par rapport au risque qu'encourt le travail décent. Lorsque le rôle de l'État était réduit, une quantité de fonctions sociales, comme la santé, les soins aux enfants et l'éducation, étaient assurées par les femmes, habituellement ceci venait s'ajouter à leur travail rémunéré. Par conséquent, les femmes ont assumé les conséquences de la réduction de l'État, de façon disproportionnée, en particulier parce qu'elles assurent l'accomplissement de droits économiques et sociaux (tels que l'hébergement, la santé et l'éducation).⁵

Si une nouvelle ère post néolibérale est en train d'émerger, le nouveau système international devrait se construire sur la base des expériences communautaires, nationales, régionales et mondiales des différents acteurs du développement et à partir des demandes des droits des femmes. Cette lutte de longue haleine devrait faire l'objet d'une réinterprétation et être vastement communiquée afin de promouvoir des réponses alternatives à la crise.

Aujourd'hui, nous demandons des réactions holistiques à la crise systémique. Dans ce sens, nos propres efforts (parmi les mouvements et organisations de femmes) pour créer des discours alternatifs et avoir une influence sur le système international, devront se baser sur différents types de connaissances (informelles et formelles). Notre discours alternatif doit également se baser sur une approche holistique/transversale, en assurant un espace d'expression pour les groupes les plus exclus et en promouvant une transformation profonde du système en crise.⁶

L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

Copyright ©L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID), Octobre, 2009

Auteur: Jayati Ghosh

Coordination: Cecilia Alemany

Édition: Christine Blais

Traduction: Victoria Whitelaw

Édition: Elodie Martinez

Production: Michele Knab

Conception et disposition: Miriam Amaro (sicdos.org.mx)

⁵ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

⁶ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

1. Introduction

Parce qu'elle est la région la plus "globalisée" du monde en termes de flux commerciaux et financiers, on s'attendait à ce que l'Asie en développement ressente l'impact néfaste de la crise mondiale de manière prononcée. Cependant, même si l'impact a été important, l'évolution du Produit Interieur Brut (PIB) n'a jamais été négative jusqu'à présent; celui-ci a plutôt été marqué par une décélération rapide. Par conséquent, à première vue, l'impact semble être moins défavorable en Asie que dans d'autres régions en développement. Cependant, les effets négatifs s'observent facilement à travers d'autres variables, et ils pourraient avoir une durée supérieure à celle du ralentissement de la croissance globale du revenu. Les effets de la crise se manifestent de façon disproportionnée au sein de la population, certains groupes vulnérables, dont les femmes et les filles, sont davantage affectés que les groupes plus stables ou privilégiés.

Dans la plupart des pays de l'Asie en développement, la discrimination à l'égard des femmes se combine à d'autres formes de disparité sociale et économique, comme le lieu d'origine, l'emplacement, la communauté, la catégorie sociale et le métier, facteurs qui jouent aussi un rôle clé dans l'ampleur des privations. Il est important de souligner que les personnes les plus affectées par la récente crise sont souvent les plus défavorisées à la base dans la plupart des pays, et aussi celles qui n'ont pas vraiment pu profiter du précédent boom économique qui a gagné la plupart de l'Asie en développement.

La crise a provoqué: le déclin mondial des exportations, ce qui a directement affecté la production vouée à l'exportation et, par un effet multiplicateur négatif, les marchés intérieurs; l'inversion des mouvements de capitaux, y compris les investissements de portefeuille et le crédit bancaire externe; la pro-cyclité de l'écoulement de l'aide; l'impact de la crise sur les travailleurs migrants et donc sur les trans-

ferts de fonds; la conséquente dévaluation des taux de change qui a affecté la production nationale et les prix; la volatilité extrême des prix des denrées alimentaires mondiales; et les restrictions budgétaires dans beaucoup des pays asiatiques en développement qui ont déjà mené d'importantes réductions de leurs dépenses publiques, affectant ainsi l'accès aux services de base et la qualité de vie. Ces processus ont déjà provoqué, de différentes manières, des effets nuisibles aux femmes, dont plusieurs pourraient empirer à court terme, et ce, même si les économies se rétablissent. Certains des effets principaux impliquent des impacts sur l'emploi; le déclin du salaire réel et des revenus de l'auto-emploi (activités en tant que travailleur indépendant); des changements dans les modèles de la migration; l'impact des prix élevés des denrées alimentaires sur la consommation alimentaire des femmes et des filles; l'accès aux soins de santé; l'accès à l'éducation; et une plus grande exposition aux formes de violence domestiques et autres, dues aux tensions sociales accrues.

2. Les effets sur l'emploi et sur le revenu des femmes

L'impact le plus immédiat et le plus direct de la crise sur l'emploi provient de l'activité exportatrice. L'effondrement de la demande mondiale a eu un grave effet sur les économies asiatiques en développement, qui étaient fortement orientées vers l'exportation. Les exportations de l'Asie en développement liées à la manufacture ont diminué brusquement à partir de septembre 2008 – jusqu'à juillet 2009 – et ont continué à décroître radicalement. Les travailleuses sont majoritaires dans l'industrie destinée à l'exportation, et cela à travers une grande partie de l'Asie, particulièrement dans le Sud-est, le Bangladesh et le Sri Lanka. Le rapport est de deux à cinq ouvrières pour chaque ouvrier de sexe masculin dans les secteurs tels que les textiles, les vêtements et l'électronique (Dejardin et

Owens 2009). Les taux de chômage féminin en Asie du Sud et du Sud-est étaient déjà, en 2008, plus élevés que les taux masculins: 6 % en moyenne pour les femmes comparé à 5,2 % pour les hommes (OIT 2009). L'expérience de la crise financière asiatique une décennie plus tôt montre clairement que les employées sont habituellement les premières à être congédiées, une ségrégation au travail qui place les salaires des femmes aux niveaux les plus bas et dans les activités les plus « flexibles ». Les hommes ont souvent des métiers plus diversifiés et relativement plus sûrs. Par exemple, les femmes ont été licenciées, en proportion, sept fois plus que les hommes en Corée du Sud (Seguino 2009). Les expériences passées, observées dans plusieurs pays, laissent penser que ce phénomène est déjà en cours (PNUD RCC Colombo 2009). En outre, dans un contexte de plus en plus hostile, où la pression de la concurrence sur les exportateurs s'accroît, les tentatives de réduire les coûts de main-d'œuvre entraînent une diminution des salaires et forcent les travailleurs à faire des journées de travail de plus en plus longues pour un salaire plus faible. Ceci a été observé, par exemple, dans l'industrie textile au Bangladesh et au Sri Lanka, dans les usines d'électronique en Thaïlande et aux Philippines, et dans plusieurs secteurs exportateurs en Inde.

Cependant, ce n'est pas uniquement dans les secteurs liés à l'exportation que l'emploi des femmes est touché. D'autres secteurs tendent à être affectés par les effets multiplicateurs du déclin des exportations: la construction ainsi que d'autres industries qui approvisionnent le marché intérieur ont également été frappées. Deux autres catégories de travailleurs – qui sont pris en compte de manière secondaire par la politique officielle – méritent une mention spéciale: les femmes cultivatrices et celles travaillant dans le secteur informel et en tant que travailleuses à domicile.

La majorité des travailleuses d'Asie sont liées à l'agriculture, elles sont principalement culti-

vatrices ou bien ouvrières agricoles. L'impact de la crise sur l'agriculture est beaucoup plus grave qu'on ne l'a reconnu: par exemple, les cultivateurs en Inde subissent depuis plus d'une décennie déjà une crise agricole qui s'est maintenue même pendant la période où les prix internationaux des récoltes avaient augmenté. De manière générale, la crise agricole au sein de l'Asie en développement est liée aux politiques publiques établies depuis le début des années 90. Ces politiques ont consisté à: réduire systématiquement la protection accordée aux fermiers et à les exposer à la concurrence de l'importation et à la volatilité du marché; permettre de réaliser un profit personnel sur les achats d'équipements agricoles ainsi que sur les récoltes sans réglementation adéquate; réduire de manière importante les dépenses publiques; essayer de couper les subventions en augmentant les prix d'éléments importants tels que l'engrais, l'eau et l'électricité; réduire le poids ou éliminer totalement d'importants établissements publics en lien direct avec l'agriculture y compris des services marketing; réduire l'accès au crédit institutionnel, et ne pas générer de nouvelles activités économiques non-agricoles. En même temps, la libération des marchés a forcé les fermiers à opérer dans un environnement international fortement incertain et volatil.

La volatilité des prix des produits agricoles génère des signaux trompeurs. Elle produit des variations, importantes et indésirables, sur les modèles de production agricole, phénomène qui à la fin se retourne contre les fermiers eux-mêmes. L'augmentation de l'endettement (souvent vis-à-vis de prêteurs privés) est devenue une lourde charge qui affecte la viabilité de l'activité productrice. Ces difficultés s'intensifient dans le cas des femmes agricultrices, car dans plusieurs pays d'Asie (particulièrement du sud) leurs titres de propriété ne sont pas authentifiés, ce qui les prive de certains avantages tels que l'accès au crédit institutionnel, aux subventions et aux équipements subventionnés. Par conséquent, les

femmes tendent à faire face à des coûts de production plus élevés que leurs contreparties masculines et bénéficient de moins de protection de l'État. En même temps, en l'absence de mesures spécifiques, elles sont privées des bénéfices prévus pour pallier la crise.

Les travailleuses du secteur informel ont déjà été affectées de manière négative. Tandis que les emplois salariés diminuent, les travailleuses de plusieurs pays se sont tournées vers des activités de sous-traitance à domicile ou bien vers des activités au sein d'unités très réduites - qui ne constituent même pas des usines - et qui sont mal payées, souvent à la pièce produite, et sans aucun avantage extra-professionnel. Ce phénomène est devenu flagrant dans tous les pays qui ont souffert de la crise asiatique de 1997 (Ghosh et Chandrasekhar 2009) et il l'est de nouveau aujourd'hui. Ainsi, le déclin économique se reflète directement par une baisse des commandes et des contrats et par la chute des rémunérations. En Inde, plus de la moitié des 15 millions de travailleuses du secteur non-organisé est impliquée dans le travail à domicile - principalement payée à la pièce - pour différents types d'industries, allant du tissage à la main et du traitement de produits alimentaires en passant par la petite technologie et le travail dangereux impliquant des acides et des produits chimiques. La réalité actuelle confirme les déplorables conditions de ce type de travail et son incessante détérioration : on a observé un rapide déclin des salaires de la production à la pièce aussi bien qu'une réduction des opportunités de travail - même dans ces activités. Par exemple, à Ahmedabad, au Goudjerate, l'activité de collecteurs de déchets a été réduite de 50 % (SEWA 2009) et les taux de travailleurs à domicile au Grand-Delhi ont diminué dans une proportion similaire (AIDWA 2009).

Il est indéniable que l'accès au crédit pour les femmes indépendantes a reculé : le maigre crédit institutionnel auquel les femmes avaient accès précédemment - pour la plupart - n'est

plus octroyé. De plus, il est devenu plus difficile et cher pour ces femmes d'avoir accès à des recours financiers non institutionnels. Ces facteurs ont fait augmenter les coûts de production tandis que les petits producteurs sont forcés de réduire le prix de leurs biens et de leurs services afin de rester compétitifs face à des conditions de marché de plus en plus défavorables. Floro et Dymiski (2000) ont déjà montré comment les crises financières peuvent changer les rapports entre hommes et femmes à travers des ajustements à au sein des ménages, et c'est ce qui semble se produire actuellement en Asie.

3. Migration

On avait amplement prévu que les transferts de fonds allaient diminuer de manière rapide. Les rapports de pays comme la Jordanie, le Pakistan et le Bangladesh avaient soutenu cette prévision. Cependant, ce que la crise dévoile, c'est que les modes de migration et de transferts de fonds peuvent être plus complexes que ce qu'on a imaginé précédemment. Dans plusieurs pays (tels que l'Inde) les transferts de fonds ont augmenté au lieu de diminuer. Dans une certaine mesure, ceci semble logique: même si la crise mène au retranchement à grande échelle des travailleurs migrants forcés de revenir dans leur pays d'origine, ceux-ci reviennent avec leurs épargnes. Il pourrait même se produire, dans ce cas, un pic transitoire (provisoire) des transferts de fonds plutôt qu'un déclin continu ou brusque. Cependant, si les conditions défavorables de l'emploi outre-mer continuent de s'aggraver, il pourrait se produire un déclin dans les transferts de fonds.

Néanmoins, un brutal déclin de la migration et des transferts de fonds n'est pas inévitable. La migration internationale pour des raisons de travail est fortement inégale en ce qui concerne les hommes et les femmes, en particulier en Asie où les migrants masculins sont employés principalement dans les secteurs de la

fabrication et de la construction, alors que les migrantes femmes se concentrent dans les secteurs des services, tels que l'économie liée aux soins domestiques en général (activités liées aux soins, au travail domestique et aux « divertissements »). Les différentes natures du travail affectent également les transferts de fonds. En premier lieu, les migrantes femmes ont plus tendance à envoyer des fonds chez elles et elles envoient en général une plus grande proportion de leurs revenus. Pour les travailleurs migrants de sexe masculin, les revenus sont liés plus étroitement au cycle économique du pays où ils se trouvent, ainsi leur emploi et leurs salaires tendent à varier selon les profits obtenus. Les pertes de travail dans le Nord lors de cette crise ont été concentrées dans le secteur de la construction, les services financiers et dans la manufacture, des secteurs étant dominés par des travailleurs de sexe masculin.

En revanche, les activités de soin, surtout exercées par des femmes, tendent à être beaucoup moins vulnérables aux fluctuations du cycle économique. La quantité de travail lié au secteur des soins est souvent davantage affectée par des variables telles que les tendances démographiques, les dispositions institutionnelles et la charge de travail des femmes du pays d'accueil hors de la maison. Par conséquent, les revenus des travailleuses migrantes sont plus stables par rapport au cycle. Ceci signifie alors que les pays qui desquels provient une grande quantité de femmes migrantes (tels que Philippines et le Sri Lanka) tendent à subir des impacts moins défavorables en termes de diminution des transferts de fonds. En effet, aux Philippines, les données récentes indiquent que les transferts de fonds augmentent toujours légèrement, à un taux annuel d'environ 2 %. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y aura aucun impact négatif, mais de manière certaine, ils seront moindres et plus lents à apparaître que dans le cas où la migration aurait été dominée par des travailleurs de sexe masculin.

On s'attendait à ce qu'il se produise un phénomène de retour des migrants à leur pays d'origine et principalement des travailleurs les plus vulnérables, c'est-à-dire, les sans-papiers ou en situation irrégulière et les migrants illégaux, principalement présents dans les métiers les moins bien rémunérés et peu qualifiés et qui ne peuvent pas bénéficier des avantages sociaux ou de la sécurité sociale du pays d'accueil. De nouveau, ces attentes initiales sont démenties. Il y a plusieurs raisons à ceci. Beaucoup de pays en voie de développement, y compris ceux d'Asie, ont été encore plus affectés que l'économie des États-Unis par la crise financière. Les migrants sont donc moins enclins à retourner chez eux, car ils seraient confrontés à des conditions de travail bien plus fragiles et peu sûres. La réticence au retour, dans un tel contexte, peut se voir renforcée dans la mesure où les migrants non documentés ont déjà développé des réseaux sociaux locaux qui leur permettent de survivre pendant qu'ils recherchent un autre emploi. Ainsi, les facteurs qui ont, à un certain moment, stimulé la migration internationale dans la recherche de travail, demeurent importants.

Dans le pays d'accueil, les employeurs voient dans les sans-papiers, une main d'oeuvre moins chère que les migrants en situation régulière ou encore que les travailleurs locaux, et cette raison peut les mener à préférer les travailleurs sans papiers. Dans un contexte de crise, cette préférence pourrait même se renforcer. Les femmes sont dominantes dans la catégorie des sans-papiers et des travailleurs illégaux, ceci est une autre des raisons pour lesquelles leur travail est moins affecté par la crise. En tout cas, un des facteurs principaux qui poussent les individus à migrer reste toujours important : la transition démographique dans le Nord. L'augmentation de la population âgée exige de plus en plus de soins donnés par de jeunes travailleurs qui doivent venir de l'étranger. Ainsi, la crise actuelle pourrait temporairement ralentir le processus continu de la migration internationale des femmes à

la recherche d'un emploi, mais elle n'est pas susceptible de renverser ce processus.

Cependant, le phénomène de migration interne, particulièrement des zones rurales vers les zones urbaines, a été renversé et le retour des migrants aux zones rurales est maintenant plus visible, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. En Chine, on estime que plus de 30 millions de travailleurs sont déjà retournés à leurs villages suite au tarissement des offres d'emploi dans les zones urbaines.

4. Le prix des aliments

En 2008, les prix des produits alimentaires de base dramatiquement élevés au niveau mondial ont défavorablement affecté la sécurité alimentaire nationale des pays déficitaires en nourriture et ont affecté particulièrement celle des groupes les plus vulnérables dans ces pays. Il est maintenant largement reconnu que la spéculation financière a été le principal facteur ayant causé l'augmentation marquée des prix de plusieurs produits de base, y compris les denrées agricoles, tout au long de la dernière année. Les fortes baisses des prix qui ont suivi ont été également liées aux changements des marchés financiers, et en particulier aux besoins de liquidité des agents financiers pour couvrir leurs pertes dans d'autres secteurs. Les variations des prix n'ont pas reflété les fluctuations de l'offre et de la demande de manière réelle, puisque celles-ci n'ont que peu varié au cours de l'année (Ghosh 2009). La déréglementation financière observée dans la première partie de cette décennie a stimulé l'entrée de nouveaux acteurs financiers dans les bourses de commerce, et a permis une activité non régulée dans les marchés à terme des produits, qui sont devenus une nouvelle voie pour l'activité spéculative. Le résultat a été la volatilité excessive, durant 2008, de certains produits de base, tels que les céréales alimentaires et autres produits agricoles, mais également des minerais et du pétrole.

Une telle volatilité a provoqué des effets négatifs autant sur les producteurs agricoles que sur les consommateurs. Elle a renvoyé des signaux de prix confus, trompeurs et souvent totalement imprécis aux fermiers, entraînant le surensemencement à certaines périodes et la sous-culture à d'autres. En outre, alors que la transition vers les prix mondiaux a été extrêmement difficile pour les pays en voie de développement, pendant la phase de hausse des prix, la tendance inverse ne s'est pas produite quand les prix mondiaux sont retombés. En fait, les prix de denrées alimentaires dans la majeure partie de l'Asie en développement (excepté la Chine) sont désormais environ 30 % plus élevés qu'ils ne l'étaient il y a deux ans, alors que les salaires ont stagné ou diminué. Ceci a des implications particulières pour les femmes et les jeunes filles, qui, dans les contextes de pénurie alimentaire, tendent à être les premières défavorisées dans la distribution des produits alimentaires à l'intérieur du foyer. Ainsi, en raison de l'instabilité extrême des prix, cultivateurs et consommateurs de denrées alimentaires ont été perdants; les spéculateurs financiers - qui pouvaient profiter des prix en pleine mutation - ont été les seuls gagnants.

5. Les effets sur les conditions de vie

En plus de l'impact sur la nutrition, la crise a eu d'autres effets négatifs de poids sur les conditions de vie de base des femmes. Dans beaucoup de pays de l'Asie en développement, la crise a été associée à une crise budgétaire de l'État, et quelques pays - tels que le Pakistan - ont déjà dû demander de l'aide d'urgence au FMI. Malheureusement, le FMI, qui accepte enfin la nécessité d'établir des politiques macroéconomiques anticycliques dans les pays développés, continue d'insister sur des politiques procycliques très dures pour le monde en voie de développement. En conséquence, les gouvernements des pays en voie de développement sont forcés de diminuer les dépenses et d'augmenter les prix

des services publics afin de réduire les déficits fiscaux. Ceci a signifié une réduction de l'accès aux services publics fondamentaux. Et cela, combiné à une perte des moyens de subsistance et à une diminution des salaires, rend la situation désastreuse. Les rapports de différents pays (Philippines, Bangladesh, Inde, Cambodge) montrent que les ménages ont réduit leurs dépenses en lien avec la santé – ce qui implique un risque accru de mortalité maternelle - et à l'éducation, menant à la déscolarisation des filles. En outre, le manque ou la réduction des services publics crée une surcharge de travail non rémunéré pour les foyers, tâches habituellement exécutées par des femmes. Ce phénomène est clairement observable dans différentes parties de l'Asie en développement.

6. Les réponses politiques

Les impacts négatifs ne sont pas inévitables, des décisions politiques peuvent atténuer ces effets ou même les inverser. Mais la capacité des différents gouvernements d'Asie à entreprendre des politiques effectives est conditionnée par l'intensité avec laquelle ils ont été frappés par la crise. En particulier, le degré auquel un pays en voie de développement subit la contagion financière et les crises financières locales a souvent dépendu du degré auquel le pays a libéralisé financièrement son économie. Les pays en voie de développement qui sont allés le plus loin dans la dérégularisation de leurs finances (par exemple, l'Indonésie) ont été les plus affectés et pourraient subir de véritables crises financières internes. Les pays avec une importante dette extérieure et une balance des paiements déficitaire (tels que le Pakistan, le Kazakhstan et le Sri Lanka) ont, eux aussi, fait face à des problèmes particuliers. En revanche, la Chine, qui a gardé la majeure partie de son système bancaire sous le contrôle de l'État et n'a pas permis d'instaurer les « innovations » financières responsables du désordre actuel sur les marchés développés, est restée relativement sûre.

Ceci signifie également que les pays qui ont la capacité d'établir des mesures efficaces pour rétablir l'emploi, et contrôler les prix des denrées alimentaires entre autres sont ceux qui ne dépendent pas des ressources étrangères. Ceci étant, alors que la Chine est parvenue - en dépit de la volatilité internationale - à maintenir la stabilité des prix internes des denrées alimentaires, la majorité de l'Asie en développement n'a pas réussi à le faire. La capacité à s'engager dans des politiques budgétaires expansionnistes a aussi été sévèrement limitée par le manque de ressources et par les conditions explicites ou implicites des bailleurs de fonds internationaux. Le tarissement de l'Aide Officielle au Développement (AOD) dans ce contexte a également joué un rôle extrêmement défavorable.

Plusieurs problèmes politiques se posent, comme l'importance des mesures budgétaires plutôt que l'application de mesures purement monétaires pour stimuler la reprise économique et la nécessité de concentrer l'expansion budgétaire non seulement sur le renflouement et les subventions des sociétés, mais également (et d'une manière primordiale) sur la dépense publique vouée à la croissance de l'emploi et au maintien du niveau de vie. L'expansion budgétaire doit être basée sur la croissance des salaires, avec un accent sur certains types de dépenses, tels que la distribution de produits alimentaires, la santé et l'éducation. Mais finalement, le point fondamental de ce document, est la nécessité d'effacer le préjugé de « l'homme-chef de famille » qui est inhérent à plusieurs des politiques « centrées sur les personnes » (« people-oriented policies ») qui ont été instituées ou prises en considération pour répondre à la crise. Ce préjugé s'exprime de plusieurs manières, il accorde aux chefs de famille masculins la possibilité de déterminer la nature et le contenu de l'aide reçue, il favorise l'emploi masculin au lieu de reconnaître le rôle productif crucial des femmes dans l'agriculture et dans le secteur informel, et il ne reconnaît pas le fardeau croissant du travail non rému-



nére que les femmes endossent à cause de la crise.

Ceci signifie que plusieurs aspects des politiques nationales doivent être révisés afin de s'assurer que l'impact différentiel de la crise sur les femmes ne soit pas trop rude. Il est important de noter qu'il existe, de nos jours, un danger d'exagération au sujet du « rebourgeoisement de la reprise économique » par les médias, cela pourrait faire tomber trop rapidement les gouvernements de la région dans la complaisance et par conséquent les empêcher de donner les réponses adéquates à la crise, menant à l'avenir à une sévère réduction du niveau de vie.

En termes de recommandations alternatives au niveau international, il faudrait développer deux des importantes propositions faites par la Commission Stiglitz. Tout d'abord, étant donné les effets fortement inégaux et limitatifs de la dévaluation sur les pays en voie de développement - qui, à leur tour, subissent des impacts défavorables sur les salaires réels et la consommation de base - il est nécessaire d'encourager les pays en voie de développement d'Asie à instaurer des techniques de gestion du capital pour contrôler les flux de capitaux déstabilisateurs qui ont un effet dé-

vastateur sur les taux de change. En second lieu, l'interaction entre l'alimentaire et les finances doit être reconnue et traitée. Il est vrai que la résolution de la crise alimentaire globale exige des politiques économiques, telles que l'intervention du gouvernement pour fournir un soutien public aux modèles soutenables et viables de culture ainsi que la création et la gestion de systèmes internes plus performants pour la distribution des produits alimentaires. Les accords internationaux et les interventions de manière coopérative, tels que les réserves stratégiques de grains, les conseils sur les matières premières et autres mesures pour stabiliser les prix du commerce mondial sont également utiles. Cependant, pour faire face à la crise alimentaire, il est nécessaire d'instaurer des contrôles spécifiques des finances, pour assurer que les aliments ne deviennent pas un objet de spéculation mondial et national. Ces contrôles devraient instaurer des limites très strictes (même des interdictions) sur l'entrée d'acteurs financiers dans les marchés à terme des produits; sur l'élimination des subterfuges des « swap-dealers » qui permettent aux acteurs financiers de participer en tant qu'acteurs commerciaux; et sur l'interdiction de tels marchés dans les pays où les institutions publiques jouent un rôle important dans le commerce des grains.

Références

Dejardin, A.K. et Jessica Owens (2009) « Asia in the global economic crisis: Impacts and responses from a gender perspective », article présenté à l'atelier en réponse à la crise économique de l'OIT intitulé Responding to the Economic Crisis – Coherent Policies for Growth, Employment and Decent Work in Asia and Pacific, du 18 au 20 février 2009, Manila, Philippines.

Ghosh, J. (2009) « The unnatural coupling: food and global finance », prochainement dans le Journal of Agrarian Change, dans le cadre du symposium sur la crise alimentaire mondiale, également disponible à www.networkideas.org.

Seguino, S. (2009) « The global economic crisis and women », présenté à la commission de l'ONU sur le statut des femmes, 53e session, du 3 au 15 mars 2009, New York (É.-U.)

UNDP RCC Colombo (2009) « Impact of the global financial crisis on developing Asia », étude de cas basée sur des sondages éclairs dans 12 pays, travail en cours.

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

ARTICLES SOUS-RÉGIONAUX

Article 1 Amérique latine

Les impacts de la crise économique sur l'égalité des genres.

Par Alma Espino et Norma Sanchís

Article 2 Caraïbes

L'impact de la crise économique sur les femmes dans les Caraïbes.

Par Rhoda Reddock et Juliana S. Foster

Article 3 Asie

L'impact de la crise économique sur les femmes dans l'Asie en développement.

Par Jayati Ghosh

Article 4 Îles du Pacifique

L'impact de la crise économique mondiale sur les femmes des Îles du Pacifique: un aperçu.

Par Karanina Sumeo

Article 5 Asie Centrale

L'impact de la crise économique sur les femmes en Asie Centrale.

Par Nurgul Djanaeva

Article 6 Afrique de l'Ouest

La crise financière mondiale et les femmes en Afrique de l'Ouest: Le développement des impacts et les politiques de réponse

Par Dzodzi Tsikata

Article 7 Europe de l'Ouest

L'impact de la crise financière sur les femmes en Europe de l'Ouest.

Par Wendy Harcourt

Article 8 Europe Centrale et de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes d'Europe Centrale et de l'Est

Par Ewa Charkiewicz

Article 9 États-Unis d'Amérique

L'impact de la crise économique sur les femmes aux États-Unis

Par Rania Antonopoulos et Taun Toay

Article 10 Afrique de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes en Afrique de l'Est.

Par Zo Randriamaro